

**Art. 5.** Aux articles 8, 11, § 1<sup>er</sup>, 14, § 2, 15, 17, 20, 21, 22, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 23, §§ 2 et 5, et 24, § 2, 2<sup>o</sup>, du même arrêté le mot « commune » est remplacé par les mots « commune, régie communale, intercommunale ou structure de coopération intercommunale ».

**Art. 6.** A l'article 7 du même arrêté sont ajoutées les phrases suivantes :

« La commission officielle peut, lorsque cela profite à la réalisation accélérée de projets d'égouts, accepter des dérogations motivées à la procédure suivie, telle que décrite à l'article 20, premier et deuxième alinéa. Ces propositions de dérogation doivent être confirmées par le Ministre chargé de l'Environnement. »

**Art. 7.** Le point 9<sup>o</sup> de l'article 9 du même arrêté est supprimé.

**Art. 8.** A l'article 11, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa du même arrêté, la phrase suivante est ajoutée :

« Ce délai peut une seule fois être prolongé par une année par la commission officielle, après évaluation motivée par la commune, la régie communale, l'intercommunale ou la structure de coopération intercommunale, pour autant qu'il s'agisse d'un dossier pour lequel le demandeur du dossier n'est pas l'instance adjudicatrice du dossier. »

**Art. 9.** A l'article 22, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa du même arrêté, la phrase suivante est ajoutée :

« Cette avance ne peut cependant jamais dépasser 80 % du montant de l'adjudication. »

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Le Ministre flamand qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 avril 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Y. LETERME

Le Ministre flamand des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,  
K. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1340

[2005/201476]

#### 19 MAI 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients mobiles

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis n° 37.450/2/V du Conseil d'Etat, donné le 19 juillet 2004 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux dépôts de gaz butane et/ou propane et leurs mélanges comprimés, liquéfiés ou maintenus dissous sous une pression supérieure à 100 kPa ou 1 bar en récipients mobiles lorsque le volume total des récipients est supérieur à 300 litres et inférieur ou égal à 700 litres, visés par la rubrique 63.12.07.03 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 2.** Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1<sup>o</sup> bouteille : récipient mobile qui est transporté pour recevoir sa charge de gaz ou pour être utilisé. Les camions citernes, les réservoirs de véhicules et les wagons de chemin de fer sont exclus;

2<sup>o</sup> dépôt : espace délimité, destiné au stockage de bouteilles, pouvant comporter plusieurs zones de stockage;

3<sup>o</sup> dépôt fermé : dépôt fermé par des parois sur plus de trois quarts du périmètre du dépôt et éventuellement pourvu d'un toit;

4<sup>o</sup> dépôt ouvert : dépôt en plein air, fermé par des parois sur les trois quarts du périmètre du dépôt au plus, éventuellement pourvu d'un toit;

5<sup>o</sup> capacité du dépôt : la capacité totale en litres d'eau des bouteilles (vides, pleines, raccordées ou non) entreposées;

6<sup>o</sup> zone de sécurité : zone comprise au-delà du dépôt et délimitée par le périmètre défini par les distances de sécurité;

7<sup>o</sup> écran de sécurité : écran destiné à protéger le dépôt d'un incendie extérieur ou de l'allumage d'un nuage de gaz en cas de fuite de la bouteille;

8<sup>o</sup> résistance au feu : caractéristique d'un bâtiment qui présente une résistance au feu suivant la norme NBN-713-020 (Rf x heures);

9<sup>o</sup> matériau incombustible : matériau qui, au cours d'un essai normalisé (ISO 1182) durant lequel il est exposé à un échauffement extérieur, ne révèle aucune manifestation extérieure indiquant un dégagement notable de chaleur;

10° matériau non inflammable : matériau de la classe A1 suivant la norme belge NBN S21-203 ou M1 selon la norme française NF P 92-501;

11° service extérieur de contrôle technique (SECT) : service agréé conformément à l'arrêté royal du 29 avril 1999 concernant l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur le lieu de travail;

12° établissement existant : les établissements dûment autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que les établissements dont les demandes d'autorisation sont introduites entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

## CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

### Section 1<sup>re</sup>. — Construction du dépôt

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — *Dispositions générales*

**Art. 3.** Le sol du dépôt est constitué par un matériau résistant à la circulation de la voie publique ou d'une voie privée, incombustible et est établi de manière à ce que la stabilité des bouteilles soit assurée. Un revêtement en asphalte est autorisé.

**Art. 4.** L'installation électrique du dépôt respecte les articles 105 et suivants relatifs aux risques d'explosion en atmosphères gazeuses explosives du Règlement général sur les installations électriques.

Seule l'électricité comme source d'énergie pour l'éclairage du dépôt est autorisée.

**Art. 5.** Le chauffage du dépôt à l'eau chaude ou à la vapeur est autorisé. Le chauffage électrique est aussi autorisé pour autant qu'il respecte les prescriptions de l'article 4.

Les appareils de chauffage sont installés de manière telle qu'ils n'échauffent pas la paroi des bouteilles.

**Art. 6.** Les dangers, liés aux gaz et les précautions d'usage sont clairement indiqués au moyen de pictogrammes appropriés, apposés de manière visible en tout temps aux entrées du dépôt, ainsi qu'à l'intérieur de celui-ci.

#### Sous-section 2. — *Dépôts ouverts*

**Art. 7.** Si le dépôt comporte des parois, celles-ci présentent une résistance au feu d'au moins une demi-heure.

**Art. 8.** Le périmètre du dépôt est totalement fermé, au moyen, outre les parois éventuelles, d'une barrière de sécurité ou de tout autre dispositif permettant d'empêcher tout mouvement ou activité intempestifs à l'intérieur de celui-ci.

**Art. 9.** Le plafond est construit en matériaux incombustibles. Toutefois 20 % maximum de la surface de ce plafond peut être réalisé en matériau translucide et non inflammable.

#### Sous-section 3. — *Dépôts fermés*

**Art. 10.** Les locaux servant de dépôts fermés présentent une résistance au feu d'au moins une demi-heure.

Les portes s'ouvrent vers l'extérieur.

**Art. 11.** Le plafond est construit en matériaux incombustibles. Toutefois 20 % maximum de la surface de ce plafond peut être réalisé en matériau translucide et non inflammable.

**Art. 12.** Les dépôts fermés sont conçus de façon à permettre une ventilation efficace. Des orifices donnant à l'air libre sont aménagés au ras du sol et à la partie supérieure de chaque compartiment du dépôt. Ces ouvertures sont fermées par des treillis ou des grillages.

L'emplacement et les dimensions des orifices sont déterminés en fonction de la capacité de stockage du dépôt de manière à éviter l'accumulation de gaz dans le dépôt.

#### Section 2. — *Implantation du dépôt*

**Art. 13.** La distance de sécurité minimum mesurée en projection horizontale, qui sépare le dépôt de certains lieux est fournie dans le tableau suivant :

Lieux	Distance en mètres
Limites de propriété, de voie publique	2
Ouvertures de locaux sans interdiction de feu nu	3

**Art. 14.** Les distances visées à l'article 13 peuvent être réduites s'il y a entre le dépôt et les lieux visés ci-dessus interposition d'un écran de sécurité, pour autant que la distance, mesurée en contournant horizontalement l'écran, soit au moins égale à celle donnée dans le tableau visé à l'article 13.

L'écran de sécurité dépasse la hauteur maximum des bouteilles stockées d'au moins 0,5 mètre.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Tout dépôt distant de moins de cinq mètres de matériaux combustibles est protégé par un écran de sécurité. Les dimensions de cet écran et en particulier sa hauteur et sa forme sont telles que le dépôt est protégé d'un rayonnement direct de l'incendie de ces matériaux combustibles.

§ 2. Les palissades et les poteaux installés entourant le dépôt ne sont pas des matériaux combustibles visés au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 16.** L'écran de sécurité est soit constitué d'un mur intermédiaire soit d'un ou de plusieurs murs du dépôt ou de la zone de stockage. Cet écran est constitué en maçonnerie ou en béton d'une épaisseur respective de 18 et 10 centimètres ou en d'autres matériaux présentant une étanchéité au feu et une stabilité d'au moins une heure suivant la norme NBN 713.020.

**Art. 17.** Le sol d'un dépôt ne peut pas constituer une cuvette par rapport au terrain environnant. Il ne comporte pas d'ouverture ni de creux. Les ouvertures d'égout situées à une distance inférieure à la distance de sécurité des "limites de propriété, de voie publique" visée à l'article 13 sont pourvues d'un siphon type "coupe-gaz" dont le fonctionnement est assuré dans toutes les circonstances et notamment en cas de sécheresse.

**Art. 18.** Le dépôt est protégé de la circulation de la voie publique ou d'une voie privée par une barrière de sécurité ou par tout autre système présentant le même degré d'efficacité.

**Art. 19.** Le dépôt fermé se situe au niveau du sol et les éventuels locaux situés au-dessus du dépôt sont uniquement fréquentés ponctuellement par le personnel de l'établissement.

#### CHAPITRE III. — *Exploitation*

**Art. 20.** En l'absence de l'exploitant ou de son préposé, l'accès au dépôt est interdit au public.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas où le dépôt est accessible au public, l'accès se fait sous la responsabilité de l'exploitant ou de son préposé.

§ 2. Dans le cas où l'accès au dépôt est interdit au public, un pictogramme interdit l'entrée du dépôt aux personnes étrangères à l'établissement et à celles qui n'y sont pas autorisées par leur service.

**Art. 22.** Le dépôt est réservé exclusivement au stockage de bouteilles de gaz butane et/ou de gaz propane et de leurs mélanges.

La stabilité des bouteilles est assurée en toutes circonstances.

Les bouteilles pleines ne peuvent pas être stockées en position couchée.

**Art. 23.** Dans les dépôts et dans les zones de sécurité y associées, il est interdit d'effectuer toute opération de transvasement, de remplissage ou de remise en état des bouteilles.

**Art. 24.** Les bouteilles de gaz sont manipulées et transportées avec précaution, de façon à éviter tout accident.

**Art. 25.** L'exploitant s'assure que les robinets des bouteilles entreposées, y compris les robinets des bouteilles vides, sont correctement fermés et protégés contre les chocs mécaniques.

**Art. 26.** Les bouteilles stockées dans le dépôt sont conformes aux dispositions de l'arrêté royal du 7 décembre 1999 relatif au remplissage, à la distribution et à l'étiquetage des bouteilles de gaz de pétrole liquéfié.

#### CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

**Art. 27.** L'exploitant met à disposition les équipements pour assurer la protection du public et de l'environnement, et notamment :

1. les moyens et l'organisation permettant l'évacuation des personnes présentes dans l'établissement, en ce compris les personnes à mobilité réduite et garantissant la sécurité des personnes en cas d'incendie;

2. l'accès des services de secours aux différents locaux de l'établissement;

3. assure la définition, le choix, l'implantation et le maintien en bon état des moyens de prévention, d'annonce, et de lutte contre les incendies et explosions;

4. assure la définition de la conduite à tenir en cas d'incendie, notamment en ce qui concerne le public présent.

**Art. 28.** Le matériel dont il est question à l'article 27 est prêt à l'emploi, judicieusement disposé, bien signalé et facile à atteindre. Il est efficacement protégé contre le gel.

**Art. 29.** Dans le dépôt et dans la zone de sécurité, il est interdit de fumer, de faire du feu et d'utiliser des appareils à flammes ou à feu nu, d'entreposer d'autres produits inflammables ou combustibles.

**Art. 30.** L'exploitant veille en permanence à la qualité des produits d'extinction d'incendie en les renouvelant avant leur date de péremption.

#### CHAPITRE V. — *Contrôle, autocontrôle, auto-surveillance*

**Art. 31.** Avant la mise en service du dépôt, l'installation électrique du dépôt visée à l'article 4 et celle des zones situées à une distance inférieure à la distance de sécurité des "ouvertures de locaux sans interdiction de feu nu", fait l'objet d'un contrôle par un SECT.

**Art. 32.** En cas de placement d'un écran de sécurité, l'exploitant tient à disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les certificats démontrant l'étanchéité au feu de l'écran de sécurité.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 33.** Le présent arrêté s'applique aux établissements existants.

**Art. 34.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 35.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 mai 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1340

[2005/201476]

**19. MAI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Lager für flüssiges Erdölgas in beweglichen Behältern**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der dreißig Tage nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 19. Juli 2004 in Anwendung des Artikels 84, § 1, 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 37.450/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus; Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL I. — Anwendungsbereich und Definitionen**

**Artikel 1** - Die vorliegenden gesamten Bedingungen sind auf die Lager für komprimiertes Butan- und/oder Propangas und deren Mischungen anwendbar, die verflüssigt oder aufgelöst unter einem Druck von mehr als 100 kPa oder 1 bar in beweglichen Behältern gelagert sind, wenn das Gesamtvolumen der Behälter größer als 300 Liter ist und 700 Liter nicht überschreitet, gemäß der Rubrik 63.12.07.03 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten.

**Art. 2** - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1<sup>o</sup> Flasche: beweglicher Behälter, der transportiert wird, um seine Gasfüllung zu erhalten oder verwendet zu werden. Die Tanklastwagen, die Tanks von Fahrzeugen und die Eisenbahn-Güterwagen gehören nicht dazu;

2<sup>o</sup> Lager: begrenzte Fläche, die zur Lagerung von Flaschen bestimmt ist und mehrere Lagerbereiche enthalten kann;

3<sup>o</sup> geschlossenes Lager: mit Trennwänden auf einer Länge von mehr als drei Vierteln seines Umkreises geschlossenes und eventuell bedachtes Lager;

4<sup>o</sup> offenes Lager: mit Trennwänden auf einer Länge von höchstens drei Vierteln seines Umkreises geschlossenes und eventuell bedachtes Lager im Freien;

5<sup>o</sup> Kapazität des Lagers: die in Litern Wasser gemessene Gesamtkapazität der (leeren, vollen, angeschlossenen oder nicht angeschlossenen) gelagerten Flaschen;

6<sup>o</sup> Sicherheitsbereich: Bereich über das Lager hinaus, der mittels des durch die Sicherheitsabstände begrenzten Umkreises bestimmt ist;

7<sup>o</sup> Sicherheitswand: Wand, die dazu bestimmt ist, das Lager gegen einen externen Brand oder gegen das Entzünden einer Gaswolke zu schützen, falls eine Flasche undicht ist;

8<sup>o</sup> Feuerbeständigkeit: Eigenschaft eines Gebäudes, das eine Feuerbeständigkeit gemäß der Norm NBN-713-020 (Rf x Stunden) aufweist;

9<sup>o</sup> unbrennbarer Werkstoff: Werkstoff, der während eines genormten Tests (ISO 1182), bei dem er einer externen Erhitzung ausgesetzt wird, kein externes Zeichen gibt, das eine nennenswerte Hitzeentwicklung angibt;

10<sup>o</sup> unentzündlicher Werkstoff: Werkstoff der Klasse A1 gemäß der belgischen Norm NBN S21-203 oder M1 gemäß der französischen Norm NF P 92-501;

11<sup>o</sup> auswärtiger Dienst für die technische Kontrolle: Dienststelle, die gemäß dem königlichen Erlass vom 29. April 1999 über die Zulassung von auswärtigen Diensten für die technischen Kontrollen am Arbeitsplatz zugelassen ist;

12<sup>o</sup> bestehender Betrieb: die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß genehmigten Betriebe oder die Betriebe, deren Betreibung durch eine Genehmigung gedeckt ist, die infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellt worden ist, sowie die Betriebe, deren Genehmigung zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses beantragt worden ist.

**KAPITEL II — Standort und Bau****Abschnitt 1 — Bau des Lagers****Unterabschnitt 1 — Allgemeines**

**Art. 3** - Der Boden des Lagers besteht aus einem unbrennbaren Werkstoff, der den öffentlichen bzw. privaten Straßenverkehr aushalten kann, und wird so eingerichtet, dass die Stabilität der Flaschen gesichert ist. Ein Asphaltbelag ist erlaubt.

**Art. 4** - Die Elektrizitätsanlage des Lagers genügt Artikel 105 ff. der Allgemeinen Ordnung über Elektrizitätsanlagen in Bezug auf die Explosionsgefahren in explosiven Gasatmosphären.

Nur Elektrizität ist als Energiequelle für die Beleuchtung des Lagers erlaubt.

**Art. 5** - Es ist erlaubt, das Lager mit Heißwasser oder Dampf zu heizen. Eine Elektroheizung ist auch erlaubt, insofern die Vorschriften von Artikel 4 eingehalten werden.

Die Heizgeräte werden so installiert, dass sie die Wand der Flaschen nicht erhitzen.

**Art. 6** - Die mit den Gasen verbundenen Gefahren und die üblichen Vorsichtsmaßnahmen werden deutlich mittels der angemessenen Piktogramme angegeben, die zu jeder Zeit sichtbar an den Eingängen und im Inneren des Lagers angebracht werden.

Unterabschnitt 2 — *Offene Lager*

**Art. 7** - Wenn das Lager Wände besitzt, müssen diese eine Feuerbeständigkeit von mindestens einer halben Stunde aufweisen.

**Art. 8** - Der Umkreis des Lagers ist vollständig durch die etwaigen Wände und eine Sicherheitsschranke oder durch jegliche andere Vorrichtung, die jede unerwünschte Bewegung oder Aktivität im Inneren verhindern kann, geschlossen.

**Art. 9** - Die Decke wird aus unbrennbaren Werkstoffen gebaut. Diese Decke darf jedoch zu höchstens 20% ihrer Fläche aus einem lichtdurchlässigen und unentzündlichen Werkstoff bestehen.

Unterabschnitt 3 — *Geschlossene Lager*

**Art. 10** - Die als geschlossene Lager dienenden Räumlichkeiten müssen eine Feuerbeständigkeit von mindestens einer halben Stunde aufweisen.

Die Türen öffnen sich nach außen.

**Art. 11** - Die Decke wird aus unbrennbaren Werkstoffen gebaut. Diese Decke darf jedoch zu höchstens 20% ihrer Fläche aus einem lichtdurchlässigen und unentzündlichen Werkstoff bestehen.

**Art. 12** - Die geschlossenen Lager werden so geplant, dass eine wirksame Belüftung möglich ist. Öffnungen nach außen sind nahe am Boden und im oberen Teil eines jeden Abteils des Lagers angebracht. Diese Öffnungen werden mittels Maschendraht oder Gitter geschlossen.

Die Stelle und die Abmessungen der Öffnungen werden unter Berücksichtigung der Lagerkapazität des Lagers bestimmt, so dass die Ansammlung von Gas im Lager vermieden wird.

## Abschnitt 2 — Standort des Lagers

**Art. 13** - Der in Horizontalprojektion gemessene minimale Sicherheitsabstand, der das Lager von bestimmten Orten trennt, steht in der folgenden Tabelle:

OrtE	Abstand in Metern
Eigentumsgrenzen, Grenzen der öffentlichen Straße	2
Öffnungen von Räumlichkeiten ohne Verbot von offenem Feuer	3

**Art. 14** - Die in Artikel 13 erwähnten Abstände können verringert werden, wenn eine Sicherheitswand zwischen dem Lager und den oben erwähnten Orten installiert wird, dies insofern der beim horizontalen Umgehen der Sicherheitswand gemessene Abstand mindestens dem in der in Artikel 13 erwähnten Tabelle angegebenen Abstand beträgt.

Die Sicherheitswand überragt die maximale Höhe der gelagerten Flaschen um mindestens 0,5 Meter.

**Art. 15** - § 1. Jedes Lager, das sich weniger als fünf Meter von brennbaren Werkstoffen entfernt befindet, wird durch eine Schutzwand geschützt. Die Abmessungen dieser Schutzwand und ganz besonders deren Höhe und deren Form sind so vorgesehen, dass das Lager gegen eine aus der Verbrennung dieser brennbaren Werkstoffe stammende direkte Wärmestrahlung geschützt ist.

§ 2. Die um das Lager angebrachten Lattenzäune und Pfosten gehören nicht zu den in § 1 erwähnten brennbaren Werkstoffen.

**Art. 16** - Die Sicherheitswand besteht entweder aus einer Zwischenmauer oder aus einer bzw. mehreren Mauern des Lagers oder des Lagerbereichs. Diese Sicherheitswand besteht aus Mauerwerk oder aus Beton mit einer Dicke von 18 bzw. 10 Zentimetern oder aus anderen Werkstoffen, die eine Feuerundurchlässigkeit und eine Stabilität von mindestens einer Stunde gemäß der Norm NBN 713.020 aufweisen.

**Art. 17** - Der Boden eines Lagers darf keine Vertiefung im Verhältnis zu dem umgebenden Gelände darstellen. Er weist keine Öffnungen und keine Hohlstellen auf. Die Kanalisationsöffnungen, die in einer Entfernung liegen, die kleiner als der in Artikel 13 erwähnte Sicherheitsabstand von den „Eigentumsgrenzen und Grenzen der öffentlichen Straße“ ist, sind mit einem Gullygeruchsverschluss versehen, der unter allen Umständen und insbesondere bei Dürre funktioniert.

**Art. 18** - Das Lager ist durch eine Sicherheitsschranke oder jedes andere denselben Wirkungsgrad aufweisende System gegen den öffentlichen Straßenverkehr oder den Verkehr einer privaten Straße geschützt.

**Art. 19** - Das geschlossene Lager befindet sich auf Bodenniveau; die etwaigen über dem Lager befindlichen Räume werden nur gelegentlich durch das Personal des Betriebs verwendet.

KAPITEL III — *Bewirtschaftung*

**Art. 20** - In Abwesenheit des Betreibers oder seines Beauftragten ist der Zugang zum Lager der Öffentlichkeit untersagt.

**Art. 21** - § 1. Falls das Lager der Öffentlichkeit zugänglich ist, geschieht dies unter der Verantwortung des Betreibers oder seines Beauftragten.

§ 2. Falls der Öffentlichkeit der Zugang zum Lager verboten ist, wird ein Piktogramm angebracht, durch das den Personen, die dem Betrieb nicht angehören und denen, die keinen aus mit ihrem Dienst verbundenen Gründen Zugang haben, der Zugang zum Lager verboten wird.

**Art. 22** - Im Lager dürfen ausschließlich Butan- bzw. Propangas oder deren Mischungen enthaltende Flaschen gelagert werden.

Die Stabilität der Flaschen ist unter allen Umständen gewährleistet.

Die vollen Flaschen dürfen liegend gelagert werden.

**Art. 23** - In den Lagern und den damit verbundenen Sicherheitsbereichen ist es verboten, jegliche Arbeiten zum Umfüllen, Auffüllen oder zur Wiederinstandsetzung der Flaschen vorzunehmen.

**Art. 24** - Die Gasflaschen werden mit Vorsicht gehandhabt und transportiert, so dass Unfälle vermieden werden.

**Art. 25** - Der Betreiber sorgt dafür, dass die Gashähne der gelagerten Flaschen, einschließlich der leeren Flaschen, ordnungsgemäß zuge dreht und gegen mechanische Schläge geschützt sind.

**Art. 26** - Die im Lager gelagerten Flaschen entsprechen den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Dezember 1999 über das Auffüllen, den Vertrieb und die Etikettierung der flüssiges Erdöl gas enthaltenden Flaschen.

#### KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

**Art. 27** - Der Betreiber setzt die Ausrüstungen zur Gewährleistung des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt zur Verfügung; dies betrifft insbesondere:

1. die Mittel und die Organisation, die die Evakuierung der im Betrieb anwesenden Personen, einschließlich der Personen mit eingeschränkter Mobilität, ermöglichen, und die die Sicherheit der Personen bei Brand gewährleisten;
2. den Zugang der Rettungsdienste zu den verschiedenen Räumen des Betriebs;
3. die Bestimmung, die Wahl, die Installation und die Erhaltung in gutem Zustand der Mittel zur Vorbeugung, Meldung und Bekämpfung der Brände und Explosionen;
4. die Bestimmung des bei Brand richtigen Verhaltens, dies insbesondere was die anwesenden Personen betrifft.

**Art. 28** - Das in Artikel 27 erwähnte Material ist gebrauchsfertig, zweckdienlich installiert, gut beschildert und leicht zu erreichen. Es ist wirksam gegen den Frost geschützt.

**Art. 29** - Im Lager und im Sicherheitsbereich ist es verboten zu rauchen, Feuer zu machen und Geräte mit einer Flamme oder mit offenem Feuer zu verwenden und andere entzündliche oder brennbare Produkte zu lagern.

**Art. 30** - Der Betreiber sorgt ständig für die Qualität der Brandbekämpfungsprodukte, indem er sie vor deren Verfallsdatum erneuert.

#### KAPITEL V — *Kontrolle, Selbstkontrolle und Selbstüberwachung*

**Art. 31** - Vor der Inbetriebnahme des Lagers werden die in Artikel 4 erwähnte Elektrizitätsanlage des Lagers und die Anlage der Bereiche, die in einer Entfernung liegen, die kleiner als der Sicherheitsabstand der "Öffnungen von Räumen ohne Verbot von offenem Feuer" ist, durch einen auswärtigen Dienst für die technische Kontrolle kontrolliert.

**Art. 31** - Wird eine Sicherheitswand angebracht, so hält der Betreiber dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Bescheinigungen, die die Feuerundurchlässigkeit der Sicherheitswand beweisen, zur Verfügung.

#### KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 32** - Der vorliegende Erlass findet auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

**Art. 33** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 34** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Mai 2005

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1340

[2005/201476]

#### **19 MEI 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar petroleumgas in verplaatsbare recipiënten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens dertig dagen;

Gelet op het advies 37.450/2/V van de Raad van State, gegeven op 19 juli 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I.— *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de opslagplaatsen voor butaan- en/of propaangas en de mengsels ervan, samengeperst, vloeibaar gemaakt of opgelost onder een druk hoger dan 100 kPa of 1 bar in verplaatsbare recipiënten als het totale inhoudsvermogen van de recipiënten groter is dan 300 liter en gelijk aan 700 liter of minder, bedoeld in rubriek 63.12.07.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt verstaan onder :

1° fles : verplaatsbare recipiënt vervoerd om een gaslading te ontvangen of om gebruikt te worden. Tankwagens, reservoirs van voertuigen en spoorwegvoertuigen zijn uitgesloten;

2° opslagplaats : afgebakende ruimte voor de opslag van flessen, die uit verschillende opslagzones kan bestaan;

3° gesloten opslagplaats : opslagplaats afgesloten met wanden over meer dan drie vierde van haar omtrek en eventueel voorzien van een dak;

4° open opslagplaats : opslagplaats in de openlucht afgesloten met wanden over hoogstens drie vierde van haar omtrek en eventueel voorzien van een dak;

5° inhoudsvermogen van de opslagplaats : het totale inhoudsvermogen van de opgeslagen (lege, volle, al dan niet aangesloten) flessen in waterliters;

6° veiligheidszone : zone die zich buiten de opslagplaats uitstrekt en afgebakend is door de omtrek waarin de veiligheidsafstanden voorzien;

7° veiligheidsscherm : scherm voor de bescherming van de opslagplaats tegen externe brand of tegen een gaswolk veroorzaakt door een lek van de fles;

8° brandbestendigheid : eigenschap van een gebouw waarvan de brandbestendigheid voldoet aan de norm NBN-713-020 (Rfx uren);

9° brandvrij materiaal : materiaal dat bij een genormaliseerde proef (ISO 1182) tijdens dewelke het aan een externe verwarming blootgesteld wordt extern geen noemenswaardige warmteontwikkeling vertoont;

10° vuurvast materiaal : materiaal van klasse A1 overeenkomstig de Belgische norm NBN S21-203 of M1 overeenkomstig de Franse norm NF P 92-501;

11° externe dienst voor technische controle (EDTC) : dienst erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 april 1999 betreffende de erkenning van externe diensten voor technische controles op de werkplaats;

12° bestaande inrichting : de inrichtingen die behoorlijk vergund zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit of waarvan de exploitatie gedekt is door een vergunning verleend naar aanleiding van een aanvraag ingediend vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inrichtingen waarvan de vergunningsaanvragen ingediend worden tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

## HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

### *Afdeling 1. — Bouw van de opslagplaats*

#### *Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 3.** De bodem van de opslagplaats is bedekt met brandvrij materiaal dat bestand is tegen het verkeer op de openbare weg of op een private weg en zodanig aangelegd dat de veiligheid van de flessen gegarandeerd is. ASFALTBEDEKKING IS TOEGELATEN.

**Art. 4.** De elektrische installatie van de opslagplaats voldoet aan artikel 105 en volgende betreffende ontploffingsgevaar in ontplofbare gasatmosfeer van het Algemeen Reglement op de elektrische installaties.

Elektriciteit is de enige energiebron die toegelaten wordt voor de verlichting van de opslagplaats.

**Art. 5.** De opslagplaats mag met warm water of stoom verwarmd worden. Elektrische verwarming is eveneens toegelaten voorzover ze voldoet aan de bepalingen van artikel 4.

De verwarmingstoestellen worden zodanig geïnstalleerd dat ze de wand van de flessen niet verwarmen.

**Art. 6.** De gevaren m.b.t. de gassen en de gebruikelijke voorzorgsmaatregelen worden duidelijk vermeld d.m.v. geschikte pictogrammen, die steeds op een zichtbare plaats binnen de opslagplaats en aan de uitgangen ervan aangebracht worden.

#### *Onderafdeling 2. — Open opslagplaatsen*

**Art. 7.** Als de opslagplaats van wanden voorzien is, zijn ze minstens een half uur brandvrij.

**Art. 8.** De omtrek van de opslagplaats is, behalve met eventuele wanden, volkomen afgesloten met een veiligheidsshek of met elke andere voorziening om ongepaste bewegingen of activiteiten te kunnen verhinderen.

**Art. 9.** Het plafond is met brandvrije materialen gebouwd. Desalniettemin mag maximum 20 % van de plafondoppervlakte met doorschijnend en niet brandvrij materiaal uitgevoerd worden.

#### *Onderafdeling 2. — Gesloten opslagplaatsen*

**Art. 10.** De lokalen die als gesloten opslagplaatsen dienen zijn minstens een half uur brandvrij.

De deuren gaan naar buiten open.

**Art. 11.** Het plafond is met brandvrije materialen gebouwd. Desalniettemin mag maximum 20 % van de plafondoppervlakte met doorschijnend en niet brandvrij materiaal uitgevoerd worden.

**Art. 12.** De gesloten opslagplaatsen worden zodanig ontworpen dat ze een efficiënte verluchting mogelijk maken. Er wordt voorzien in openingen naar de vrije lucht aan de grondoppervlakte en aan het bovenste gedeelte van elk compartiment van de opslagplaats. Die openingen worden met rooster- of traliewerk afgesloten.

De plaats en de afmetingen van de openingen worden al naargelang de opslagcapaciteit bepaald teneinde gasopstapeling in de opslagplaats te voorkomen.

*Afdeling 2. — Vestiging van de opslagplaats*

**Art. 13.** De horizontaal gemeten minimale veiligheidsafstand tussen de opslagplaats en bepaalde plaatsen wordt in onderstaande tabel vermeld :

Plaatsen	Afstand in meters
Eigendomsgrenzen, grenzen van de openbare weg	2
Opening van lokalen zonder verbod van naakt vuur	3

**Art. 14.** De afstanden bedoeld in artikel 13 kunnen verminderd worden als de opslagplaats en bovenbedoelde plaatsen door een veiligheidsscherm gescheiden zijn, voorzover de afstand, gemeten door het scherm horizontaal te omzeilen, minstens gelijk is aan die vermeld in de tabel opgegeven in artikel 13.

Het veiligheidsscherm is minstens 0,5 meter hoger dan de maximale hoogte van de opgeslagen flessen.

**Art. 15.** § 1. Elke opslagplaats die zich op minder dan vijf meter van brandbare materialen bevindt wordt met een veiligheidsscherm beschut. De afmetingen van dat scherm en meer bepaald de hoogte en de vorm ervan zijn zodanig dat de opslagplaats beschermd is tegen een rechtstreekse uitstraling te wijten aan de brand van die brandbare materialen.

§ 2. De omheiningen en palen rondom de opslagplaats bestaan niet uit de brandbare materialen bedoeld in § 1.

**Art. 16.** Het veiligheidsscherm bestaat uit hetzij een tussenmuur, hetzij één of verschillende muren van de opslagplaats of -zone. Dat scherm bestaat uit metselwerk of beton, respectievelijk 18 en 10 centimeter dik, of uit andere materialen die overeenkomstig de norm NBN 713.020 minstens één uur brandvrij en stabiel zijn.

**Art. 17.** De bodem van de opslagplaats mag geen kom vormen t.o.v. het omliggende terrein. Hij bevat opening noch holte. De rioleringsopeningen gelegen op een kleinere afstand dan de veiligheidsafstand van de "eigendomsgrenzen, grenzen van de openbare weg" bedoeld in artikel 13 zijn uitgerust met een type-hevel "gasafsluiter" waarvan de werking in alle omstandigheden, o.a. in geval van droogte, gewaarborgd wordt.

**Art. 18.** De opslagplaats is tegen het verkeer op de openbare weg of op een private weg afgeschermd met een veiligheidshek of met elk ander systeem dat even doeltreffend is.

**Art. 19.** De gesloten opslagplaats bevindt zich op grondhoogte en de lokalen die zich eventueel boven de opslagplaats bevinden worden uitsluitend door het personeel van de inrichting punctueel bezocht.

*HOOFDSTUK III. — Exploitatie*

**Art. 20.** De toegang tot de opslagplaats is verboden voor het publiek als de exploitant of zijn aangestelde afwezig is.

**Art. 21.** § 1. Als de opslagplaats toegankelijk is voor het publiek, is de exploitant of zijn aangestelde verantwoordelijk voor de toegang.

§ 2. Als de toegang tot de opslagplaats verboden is voor het publiek, ontzegt een pictogram de toegang aan de personen die niet deel uitmaken van de inrichting en aan de personen die geen toelating hebben van hun dienst.

**Art. 22.** De opslagplaats is uitsluitend bestemd voor de opslag van flessen butaan en/of propaangas en de mengsels ervan.

De stabiliteit van de flessen wordt in alle omstandigheden gewaarborgd.

Volle flessen mogen niet in horizontale stand opgeslagen worden.

**Art. 23.** In de opslagplaatsen en de bijhorende veiligheidszones is elke handeling tot overheveling, vulling of herstel van flessen verboden.

**Art. 24.** De gasflessen worden voorzichtig gehanteerd en vervoerd om elk ongeval te voorkomen.

**Art. 25.** De exploitant zorgt ervoor dat de kranen van de opgeslagen flessen, ook die van lege flessen, goed gesloten worden en bestand zijn tegen mechanische schokken.

**Art. 26.** De flessen die in de opslagplaats opgeslagen zijn voldoen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 december 1999 betreffende het vullen, de distributie en de etikettering van flessen met vloeibaar gemaakt petroleumgas.

*HOOFDSTUK IV. — Ongevallen- en brandpreventie*

**Art. 27.** De exploitant waarborgt de bescherming van het publiek en het leefmilieu, namelijk door :

1. de terbeschikkingstelling van de middelen en de organisatie die de evacuatie van de in de inrichting aanwezige personen, m.i.v. personen met beperkte mobiliteit, mogelijk maken en de veiligheid van de personen garanderen in geval van brand;

2. de hulpdiensten toegang te verlenen tot de verschillende lokalen van de inrichting;

3. de middelen ter voorkoming, melding en bestrijding van brand en ontploffingen te bepalen, te kiezen, te implementeren en goed te onderhouden;

4. de bij brand in acht te nemen gedragslijn te bepalen, o.a. wat het aanwezige publiek betreft.

**Art. 28.** Het materiaal bedoeld in artikel 27 is gebruiksklaar, juist geordend, goed aangegeven en vlot bereikbaar. Het is op efficiënte wijze tegen vorst beschermd.

**Art. 29.** In de opslagplaats en in de veiligheidszone is het verboden te roken, vuur te stoken en toestellen met vlam of naakt vuur te gebruiken, alsmede andere ontvlambare of brandbare producten op te slaan.



**Art. 30.** De exploitant ziet constant toe op de kwaliteit van de brandblusproducten en vernieuwt ze vóór de vervaldatum ervan.

HOOFDSTUK V. — *Controle, zelfcontrole, zelftoezicht*

**Art. 31.** Vóór de inbedrijfstelling van de opslagplaats voert een EDCT controle uit op de elektrische installatie bedoeld in artikel 4 en op die van de zones gelegen op een kleinere afstand dan de veiligheidsafstand van de "openingen van lokalen zonder verbod van naakt vuur".

**Art. 32.** Bij de plaatsing van een veiligheidsscherm legt de exploitant de attesten van de vuurvastheid ervan ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 33.** Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen.

**Art. 34.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 35.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 mei 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 1341

[C – 2005/31185]

**3 MARS 2005.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, sur la proposition du Ministre de l'Economie et du Ministre des Relations extérieures :

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 16 juillet 1993 et du 13 juillet 2001, notamment les articles 6, § 1<sup>er</sup>, V et 92bis, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001, notamment l'article 42;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi du 13 juillet 2001, notamment les articles 61, 75 et 77;

Vu l'Accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région Flamande, la Région Wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche du 30 mars 2004;

Vu l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine agricole à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002;

Vu les articles 33 à 37 du traité instituant la Communauté européenne;

Vu la proposition de la Commission de la Communauté européenne;

Vu le traité instituant la Communauté européenne;

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage. En particulier l'article 2, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 21 décembre 1998 et du 5 février 1999, et l'article 13;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 1995 concernant la commercialisation des plantes fruitières destinées à la production de fruits, des plantes ornementales, des plants de légumes, et des matériels de multiplication de ces plantes à l'exception des semences de légumes, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1999;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 1341

[C – 2005/31185]

**3 MAART 2005.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van fruitgewassen, alsmede van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering, op de voordracht van Minister van Economie en de Minister van Externe Betrekkingen

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 13 juli 2001, inzonderheid de artikelen 6 § 1, V en 92bis, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd bij de wet van de 13 juli 2001, inzonderheid de artikelen 61, 75 en 77;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visserij;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visserij; van 30 maart 2004;

Gelet op de toewijzing aan de Gewesten van de bevoegdheden op het gebied van landbouw met ingang van 1 januari 2002;

Gelet op de artikelen 33 tot 37 van het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap;

Gelet op het voorstel van de Commissie van de Europese Gemeenschap;

Gelet op het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap;

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid op artikel 2, § 1, gewijzigd bij de wet van 21 december 1998 en 5 februari 1999, en op artikel 13;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 mei 1995 betreffende het in de handel brengen van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt, van siergewassen, van groentegewassen en van teeltmateriaal van deze gewassen, met uitzondering van groentezaad, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 1999;